

Enquête sur les infrastructures publiques essentielles du Canada : valeurs de remplacement, 2022

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le lundi 21 octobre 2024

À la fin de l'année 2022, les infrastructures de transport et celles relatives à l'eau avaient une valeur de remplacement totale de 2,6 billions de dollars. Les organisations gouvernementales locales et régionales étaient responsables de près des trois quarts (72 %) de ces infrastructures.

Les organisations gouvernementales locales et régionales du Canada assument la gestion de la majorité des infrastructures de transport routier

Selon les valeurs de remplacement estimées au 31 décembre 2022, les organisations gouvernementales locales et régionales étaient responsables de la majorité des infrastructures de transport routier au Canada. Ces organisations possédaient 64 % de la valeur de remplacement des routes, 76 % de la valeur des actifs relatifs aux transports en commun et 82 % de la valeur des infrastructures de transport actif. Les ponts et les tunnels faisaient exception, puisque 69 % d'entre eux appartenaient à des gouvernements provinciaux et territoriaux.

Les actifs relatifs aux transports en commun sont plus écologiques

En 2022, les municipalités comptant au moins 200 000 habitants possédaient 58 % des actifs relatifs aux transports en commun selon la valeur de remplacement actuelle, tandis que les organisations gouvernementales provinciales et territoriales en possédaient 24 %. La proportion restante de 18 % appartenait à d'autres organisations gouvernementales locales et régionales.

De 2020 à 2022, le nombre d'autobus électriques utilisés dans les réseaux de transport en commun a augmenté de 31 %. Par ailleurs, le réseau a enregistré une hausse du nombre d'autobus au biodiesel (+64 %), d'autobus au gaz naturel (+30 %) et d'autobus hybrides (+15 %). En comparaison, une baisse de 16 % du nombre d'autobus au diesel a été relevée.

La construction d'infrastructures de transport routier et d'infrastructures relatives à l'eau augmente parallèlement au taux de croissance élevé de la population

Du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, [la population du Canada a affiché son taux de croissance le plus élevé depuis 1957](#). Dans la foulée, davantage de conduites d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales ont été installées chaque année de 2020 à 2022 que lors de toute autre période. Au cours de ces trois années, 29 100 km de conduites ont été installés, soit en moyenne 9 700 km par année. Ces chiffres illustrent un rythme de croissance plus rapide comparativement aux 57 576 km de conduites installées de 2010 à 2019 (5 758 km par année) et les 72 015 km de conduites installées de 2000 à 2009 (7 202 km par année). Plus des deux cinquièmes (41 %) de toutes les conduites d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales ont été installées de 1970 à 1999, ce qui s'est traduit par une moyenne de 6 698 km de conduites installées chaque année.

Le rythme de la construction des routes s'est également accéléré de 2020 à 2022. En effet, 12 396 kilomètres d'équivalents à deux voies ont été réalisés en moyenne chaque année, ce qui est supérieur de plus du quart à la longueur annuelle moyenne des routes construites au cours de toute autre période.

Même si, au chapitre de la longueur, la plupart (57 %) des routes appartenaient à des municipalités rurales en 2022, les municipalités urbaines possédaient la majorité (62 %) des infrastructures de transport actif. Parmi les 28 122 km de voies cyclables au Canada à la fin de 2022, près du quart (23 %) de ces voies ont vu leur achèvement de 2020 à 2022, et 38 % de 2010 à 2019. Néanmoins, selon les [données du Système de mesures du confort et de la sécurité des voies cyclables canadiennes, publiées en 2022](#), le tiers des quartiers au Canada ne possédaient pas d'infrastructure cyclable.



L'état d'une grande partie des actifs relatifs aux transports en commun et des infrastructures de transport actif est inconnu

Les infrastructures de transport routier, dont les routes, les ponts, les tunnels, les infrastructures piétonnes et cyclables, ainsi que les réseaux de transport en commun, représentaient 1,63 billion de dollars de la valeur de remplacement estimée actuelle à la fin de 2022. Le coût pour remplacer toutes les infrastructures de transport routier jugées en mauvais ou en très mauvais état a été estimé à 250,2 milliards de dollars, ou 15 % de la valeur de remplacement totale. Toutefois, l'état physique était inconnu pour 17 % des actifs relatifs aux transports en commun et pour 42 % des actifs de transport actif; cela représente une valeur de remplacement actuelle estimée à 45,7 milliards de dollars, ou 141,7 milliards de dollars si l'on inclut les routes, les ponts, et les tunnels.

La valeur de remplacement actuelle des infrastructures relatives à l'eau était estimée à 963,0 milliards de dollars au 31 décembre 2022. La part des actifs jugés en mauvais état ou en très mauvais état représentait un peu plus du dixième (11 %) de ce montant, soit 106,5 milliards de dollars.

Saviez-vous que nous avons une application mobile?

Téléchargez notre application mobile et accédez rapidement aux données du bout des doigts! L'application [StatsCAN](#) est offerte gratuitement dans l'[App Store](#) et sur [Google Play](#).

Note aux lecteurs

Tout au long de la présente diffusion, l'expression « de propriété publique » désigne un actif détenu ou loué par les ordres de gouvernements provinciaux, territoriaux, régionaux et municipaux.

Les données sont fondées sur les réponses d'environ 3 026 organisations gouvernementales. Les organisations suivantes sont comprises dans l'enquête :

- ministères et sociétés d'État fédéraux;
- ministères et sociétés d'État provinciaux et territoriaux;
- administrations publiques régionales, organismes intermunicipaux, et entreprises publiques locales;
- municipalités urbaines et rurales.

Une municipalité urbaine, aux fins de l'enquête sur les infrastructures publiques essentielles du Canada, est une municipalité dont au moins 75 % de la population vit dans un [centre de population](#). Toutes les autres municipalités sont considérées comme rurales.

Les valeurs de remplacement estimées représentent le coût approximatif, à la fin de la période de référence, qui serait nécessaire pour remplacer les actifs existants, y compris les frais de démolition, mais excluant les coûts de terrains et les frais généraux. Ces valeurs diffèrent de la valeur comptable (coût cumulé) et des mesures du stock brut, car elles prennent en compte les prix actuels (inflation) ainsi que d'autres facteurs qui influencent le prix au moment de l'estimation, y compris les techniques de construction et les matériaux modernes.

Les répondants ont reçu l'échelle de classement suivante quand on leur a demandé d'évaluer l'état physique général de leurs actifs :

- **Très mauvais** : La majeure partie ou la totalité de l'actif doit être immédiatement remplacée. L'actif présente un risque pour la santé et la sécurité, ce qui constitue un risque possible pour la sécurité du public, ou fait en sorte que l'actif ne peut être utilisé ou exploité sans exposer le personnel à des risques. L'actif doit faire l'objet de travaux majeurs ou être remplacé de toute urgence.
- **Mauvais** : Il est probable que l'actif connaîtra une défaillance et il nécessite d'importants travaux à court terme. L'actif peut à peine être utilisé. L'actif ne pose aucun risque immédiat pour la santé ou la sécurité.
- **Passable** : Une importante détérioration est évidente; des composantes mineures ou des sections isolées de l'actif doivent être remplacées ou réparées dans l'immédiat, mais l'actif est encore utilisable et fonctionne de manière sécuritaire à un niveau de service adéquat.

- *Bon : L'actif présente un état physique acceptable; l'actif présente un risque minime de défaillance à court terme, mais il pourrait se détériorer à long terme. Seuls des travaux mineurs sont requis.*
- *Très bon : L'actif présente un bon état physique. L'actif ne présente pas de risque de défaillance à court terme et il ne nécessite pas de travaux.*

Tableaux disponibles : [34-10-0284-01](#) et [34-10-0287-01](#) à [34-10-0289-01](#) .

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5173](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).

Pour obtenir plus de renseignements à propos des raisons pour lesquelles cette enquête a été menée, et sur la façon dont les résultats de l'enquête serviront à l'élaboration de politiques et de programmes en matière d'infrastructure et à la prise de décisions liées à l'investissement, communiquez avec Logement, Infrastructures et Collectivités Canada au 613-948-1148 ou composez sans frais le 1-877-250-7154 (info@infc.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias de Logement, Infrastructures et Collectivités Canada au 613-960-9251 (media-medias@infc.gc.ca).